

côté gouvernemental dans ce domaine, le premier ministre suppléant va-t-il les adopter et faire du Livre blanc sur la fiscalité un document acceptable.

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

[Plus tard]

**M. Robert McCleave (Halifax-East Hants):** J'aimerais adresser une question au ministre des Finances. Elle est supplémentaire à la question du député de Prince Edward-Hastings. Vu les observations du vice-président du comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, sur le Livre blanc, le ministre nous dirait-il si nous pouvons espérer que le gouvernement tienne compte de recommandations aussi poussées que celles du vice-président?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, le gouvernement étudiera sérieusement les recommandations du comité dans son ensemble, lequel est composé de députés de tous les partis.

**M. Nowlan:** J'aimerais adresser une question supplémentaire au député d'Étobicoke en sa qualité de vice-président actuel du comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques. A-t-il communiqué ses propositions au ministre des Finances? Si oui, quel en a été le résultat?

**M. l'Orateur:** Pendant qu'on réfléchit à la question, peut-être la présidence pourrait-elle donner la parole à un autre député.

## AFFAIRES EXTÉRIEURES

### ESSAIS NUCLÉAIRES ENTREPRIS PAR LA FRANCE DANS LE PACIFIQUE

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Quelle est la position du gouvernement canadien face à la nouvelle série d'essais nucléaires dans l'atmosphère entreprise récemment par la France dans le Pacifique?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, pays riverain du Pacifique, le Canada partage évidemment les appréhensions manifestées par d'autres pays de cette région au sujet de la série actuelle d'essais d'armes nucléaires à laquelle la France se livre dans le Pacifique. Bien sûr, la France n'a pas signé le traité interdisant les essais nucléaires. Je profite de l'occasion pour exprimer l'espoir que la France respectera néanmoins les objectifs de ce traité international qui a recueilli l'adhésion d'une si grande partie du genre humain.

**M. Baldwin:** Qu'en est-il des ravages canadiens en Australie?

**M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au premier ministre suppléant? Nonobstant le voyage d'agrément du premier ministre, croit-il qu'après avoir fermé trois légations dans le Pacifique nous y sommes demeurés une aussi grande puissance qu'avant?

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

## LES RELATIONS OUVRIÈRES

### LA GRÈVE DES REMORQUEURS EN C.-B.— DEMANDE DE DÉCLARATION SUR LES RÈGLEMENTS DE SÉCURITÉ

**M. Harold E. Winch (Vancouver-Est):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Transports, puis-je poser au premier ministre suppléant la question importante que je lui destinai? Comme de nombreux députés de circonscriptions de la Colombie-Britannique ont reçu ce matin des télégrammes leur apprenant que plus de 4,000 des 7,000 membres du local de Vancouver de l'Union internationale des bûcherons d'Amérique sont en chômage à la suite de la grève des remorqueurs, le premier ministre suppléant se propose-t-il de faire une déclaration officielle sur la rédaction prochaine de règlements convenables de sécurité, étant donné que l'exposé de cette politique contribuerait, dit-on, pour une large part à résoudre le différend en Colombie-Britannique?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, j'ai également reçu une copie de cet exposé de griefs. Il est à l'étude. Je devrai y répondre, comme on me l'a demandé, et je tiendrai la Chambre au courant de l'affaire.

**M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les îles):** Une question supplémentaire monsieur l'Orateur. Étant donné la désorganisation économique générale qu'entraîne la grève des remorqueurs et comme ni le ministre du Travail ni le ministre des Transports, les deux ministres principalement en cause en l'occurrence, ne sont à la Chambre, puis-je demander au premier ministre suppléant s'il peut promettre que le ministre responsable fera une déclaration demain? Je pose cette question à cause de l'émission d'un grand nombre d'injonctions qui pourraient incontestablement donner lieu à des ennuis sur la côte du Pacifique.

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, cette question est étudiée à fond actuellement. Je crois savoir qu'on tiendra demain des réunions au cours desquelles on discutera la question des règlements de sécurité.